

 UNION EUROPÉENNE	ORIENTATIONS ET STRATÉGIE DU PO FEDER- FSE+ MASSIF DES ALPES 21-27
Direction Générale Adjointe Europe et Coopération méditerranéenne	<i>Comité de suivi du 14 décembre 2020</i>

CONTEXTE :

La Région Provence Alpes Côte d’Azur travaille depuis Septembre 2019 à la formalisation d’un nouveau Programme Opérationnel (PO) pour pouvoir mobiliser les fonds européens (Fonds Européen de Développement Régional - FEDER) - Fonds Social Européen plus (FSE+) pour la période 2021-2027. Ce PO est un cadre négocié avec la Commission Européenne qui permettra d’allouer des crédits européens en faveur du territoire régional et du territoire interrégional du massif des Alpes française à partir de 2021.

Le cadre communautaire de cette nouvelle programmation a fait l’objet de propositions de règlements européens de la Commission européenne, dès 2018, et d’un rapport-pays, notifié par la Commission européenne au mois de février 2019, fixant les grandes orientations stratégiques de la politique de cohésion en France.

Pour rappel, sur la période 2014-2020, les montants gérés par la Région Provence-Alpes-Côte d’Azur au titre de ces programmes sont les suivants :

- 284 M€ pour le Programme Opérationnel (PO) régional FEDER ;
- 149 M€ pour le Programme Opérationnel (PO) régional FSE ;
- 34 M€ pour le Programme Interrégional Massif des Alpes (POIA) ;

Même si le cadre financier pluriannuel est en cours de stabilisation (en attente du vote du Parlement européen), la Région s’est lancée dans la préparation du futur PO au vu des enjeux de calendrier et du processus long de construction d’un cadre stratégique d’intervention sur 7 ans. Les estimations d’enveloppe pour la prochaine programmation sont les suivantes :

- Enveloppe FEDER hors Massif : 318M€,
- Enveloppe Massif des Alpes : 34M€,
- Enveloppe FSE+ : 135M€.

Le cadre communautaire, toujours en cours de validation par les instances européennes, comprend :

- La proposition de règlement (UE) n°375/2018 du 29 mai 2018 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile et migration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l’instrument relatif à la gestion des frontières et aux visas ;
- La proposition de règlement (UE) n°372/2018 du 29 mai 2018 relatif au Fonds européen de développement régional et au Fonds de cohésion ;

- La proposition de règlement (UE) n°382/2018 du 30 mai 2018 relatif au Fonds social européen plus (FSE+) ;

Les 5 objectifs stratégiques (OS) européens suivants ont été identifiés pour la politique de cohésion 2021-2027 :

- OS1 : Une Europe plus intelligente (grâce à l'innovation, à la numérisation, aux mutations industrielles et au soutien aux Petites et moyennes entreprises) ;
- OS2 : Une Europe plus verte et à zéro émission de Carbone (investissement dans la transition énergétique, les énergies renouvelables et la lutte contre le changement climatique) ;
- OS3 : Une Europe plus connectée (dotée de réseaux stratégiques de transports et de communication numérique) [Cet objectif stratégiques est réservé aux Régions d'Outre-Mer] ;
- OS4 : Une Europe plus sociale (soutien à des emplois de qualité, l'éducation, les compétences, l'inclusion sociale et l'égalité d'accès aux soins de santé) ;
- OS5 : Une Europe plus proche des citoyens (soutien aux stratégies de développement pilotées au niveau local et à un développement urbain durable).

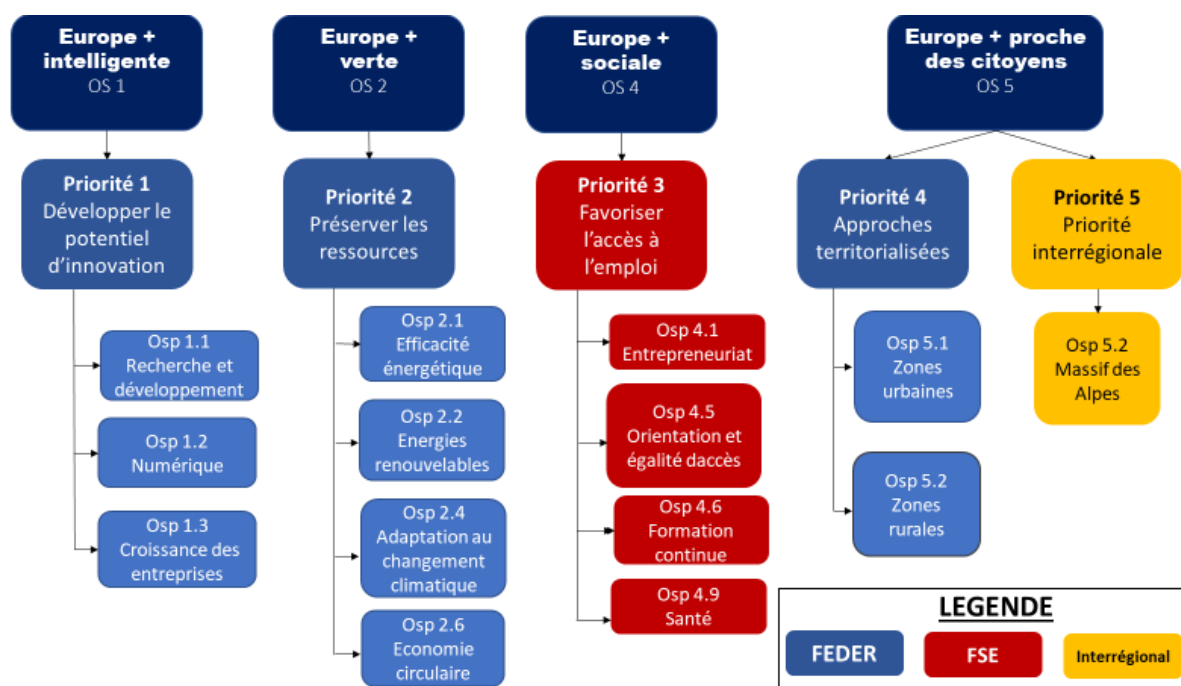
Afin d'identifier les priorités stratégiques pour les territoires régional et interrégional ainsi que les besoins d'investissements associés s'inscrivant le plus pertinemment dans les attentes communautaires, la stratégie du Programme Opérationnel FEDER FSE de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et de son volet FEDER interrégional du Massif des Alpes s'est construite sur :

- Les schémas stratégiques régionaux et les divers programmes pluriannuels sectoriels (comme le SRADDET, le SRDEII, le Plan Climat...) qui permettent d'identifier les enjeux structurants et défis spécifiques du territoire régional et de la zone interrégionale du Massif des Alpes ;
- Les différentes phases de concertation larges et plus ciblées qui ont eu lieu régulièrement ces derniers mois et qui ont eu pour objectif d'enrichir les réflexions internes en s'adressant directement, et sous différents formats, aux acteurs du territoire.
- La nécessaire mais délicate prise en compte de la situation de crise sanitaire COVID 19 et de ses futurs impacts (dont l'ampleur est encore inconnue à ce jour). A ce propos, les travaux d'élaboration ont progressivement pris en compte l'enjeu d'articulation sur les thématiques d'intervention avec le plan de relance européen et le plan de relance national.
- Et conformément aux orientations stratégiques définies par l'Union européenne qui précisent que les futurs programmes régionaux devront concentrer, selon les arbitrages finaux au niveau européen, entre 65 et 85 % de la maquette FEDER sur les OS1 (innovation recherche et compétitivité des entreprises) et OS2 (transition énergétique et lutte contre le changement climatique), et au moins 6% de la maquette FEDER sur le développement urbain. Ces pourcentages restent à stabiliser par les règlements communautaires.

Ainsi, afin d'apporter sa contribution à la réalisation des grands défis européens et de participer à la réponse globale des politiques publiques face aux enjeux spécifiques du territoire régional et de l'espace alpin français mais aussi aux impacts de la crise économique et sanitaire COVID-19, il est proposé que le Programme Opérationnel (PO) de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur se structure autour de grandes priorités consacrées au territoire régional et d'une priorité consacrée au territoire interrégional du Massif des Alpes.

La présente consultation écrite a ainsi pour objet de recueillir l'avis du Comité de Suivi sur les orientations stratégiques proposées pour le prochain Programme Opérationnel FEDER/FSE+/Volet Massif sur la période 2021-2027.

Les trois premières priorités sont axées sur les interventions thématiques et les deux autres priorités seront axées sur une entrée territoriale permettant une approche multithématique et prenant en compte les spécificités des territoires.



PRIORITE I : STIMULER LE POTENTIEL D'INNOVATION SUR LE TERRITOIRE REGIONAL ET PLACER LES ENTREPRISES REGIONALES AU CŒUR D'UN ENVIRONNEMENT ADAPTE (FEDER)

Avec la mobilisation des fonds issus de la politique de cohésion, la Région souhaite intervenir pour :

- stimuler le potentiel d'innovation sur le territoire régional en renforçant les moyens au service de la Recherche et du Développement (en lien avec les filières stratégiques régionales).**

En accord avec les préconisations du rapport Pays de février 2019 insistant sur la nécessité à l'échelle nationale de renforcer les capacités de recherche, de développement et d'innovation, l'effort de recherche et la transformation de la recherche en innovation et le rapprochement des acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche avec le monde économique doivent être renforcés sur le territoire régional.

La Région va donc continuer à renforcer le socle de la recherche appliquée et lui permettre d'accéder à un niveau d'excellence international par le soutien aux infrastructures et équipements de recherche favorisant notamment la mutualisation, le développement des capacités de recherche publique et l'amélioration de la collaboration entre public et privé en lien avec le CPER (Contrat de Plan Etat-Région) ; et à transformer davantage de recherche en innovation et raccourcir les délais de cette transformation, afin d'accroître la compétitivité des entreprises (notamment par le financement de projets de Recherche/Développement/Innovation portés par des entreprises).

L'effort d'innovation devra se concentrer sur les domaines stratégiques identifiés dans la stratégie de spécialisation intelligente régionale (en cours d'actualisation) afin de renforcer le développement des filières stratégiques et technologies génériques clés prioritaires de l'écosystème régional.

- accompagner à la transformation numérique et développer le numérique au service des acteurs du territoire

Si la région Provence-Alpes-Côte d'Azur dispose d'un socle d'infrastructures de communications électroniques performant, il est nécessaire que les acteurs du territoire concentrent leurs efforts pour exploiter au maximum le potentiel des solutions numériques, notamment avancées (intelligence artificielle, chaînage de blocs, internet des objets, calcul haute performance, etc.) afin principalement de développer la compétitivité des entreprises au service de l'emploi et d'améliorer l'efficacité de l'action publique pour délivrer des services optimisés.

- placer les entreprises régionales au cœur d'un environnement adapté en renforçant leur croissance et leur compétitivité

Afin de répondre au mieux au besoin de soutien à la création et au développement des entreprises, besoin rendu encore plus critique par la crise sanitaire, la Région souhaite continuer à mobiliser du FEDER sur le déploiement d'instruments financiers.

Dans cet objectif, la Région souhaite œuvrer à proposer l'environnement financier le plus adapté afin de soutenir la création de nouvelles entreprises et faciliter le développement des entreprises. Sur la période 2014-2020, deux dispositifs d'ingénierie financière (investissement et garantie) ont été déployés en mobilisant des fonds FEDER. Une étude ex-ante a été lancée afin de déterminer les carences dans l'offre de financement en faveur des entreprises et approfondir la gamme des instruments financiers qui pourront être développés lors de la période 2021-2027.

Conformément à l'obligation de concentration thématique 40% de l'enveloppe FEDER sera consacré à cette première priorité soit environ 135,9M€ hors assistance technique, selon les montants prévisionnels connus à ce stade.

PRIORITE II : PRESERVER LES RESSOURCES DU TERRITOIRE REGIONAL EN ACCOMPAGNANT LA TRANSITION ENVIRONNEMENTALE ET ENERGETIQUE (FEDER)
--

Au regard de sa stratégie en matière de transition énergétique et environnementale, et en cohérence avec les recommandations du rapport pays, la Région souhaite mobiliser les fonds issus de la politique de cohésion pour intervenir sur :

- l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le bâtiment et les transports

En cohérence avec les objectifs nationaux fixés par la loi Energie-Climat du 8 novembre 2019 en matière d'efficacité énergétique, le SRADDET de la Région Sud fixe l'objectif général de diminuer la consommation totale d'énergie primaire de 27% en 2030 et de 50% en 2050 par rapport à 2012. C'est pourquoi la Région souhaite investir en priorité dans l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments mais aussi des transports.

- le soutien au développement des énergies renouvelables et de récupération en lien avec son potentiel régional

En complément, pour atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050, la Région doit accroître significativement sa production d'énergies renouvelables et de récupération pour couvrir l'intégralité de sa consommation totale d'énergie primaire. En effet, en 2012 seul 10% de la consommation d'énergie totale était couvert par des énergies renouvelables. La Région s'est donc fixée comme objectif de mobiliser l'intégralité du potentiel identifié pour chaque source d'énergie renouvelable à l'horizon 2050 afin de couvrir l'intégralité de sa consommation énergétique actuelle.

- la restauration de la biodiversité régionale et de ses fonctionnalités notamment au regard des aléas climatiques méditerranéens

Les évolutions du climat sont en cours et vont accroître l'exposition du territoire aux risques naturels ainsi qu'aux événements climatiques extrêmes touchant les populations, les activités économiques et la biodiversité. Pourtant, Provence-Alpes Côte d'Azur fait partie des régions de France métropolitaine les plus riches en termes de biodiversité résultant de la combinaison simultanée d'éléments du patrimoine naturel à affinité méditerranéenne et à affinité alpine. La Région Sud souhaite investir dans cette biodiversité qui constitue un levier efficace dans l'aménagement du territoire pour favoriser l'adaptation aux impacts du changement climatique, conformément à l'axe 2 du SRADDET : concilier aménagement durable et attractivité du territoire.

- la transition vers une économie circulaire ciblée sur la réduction à la source et la valorisation des déchets.

Comme indiqué dans le Green Deal, pour la Commission Européenne, l'économie circulaire devrait contribuer de façon déterminante à la réalisation de la neutralité climatique à l'horizon 2050 et à la dissociation de la croissance économique de l'utilisation des ressources. Le développement de l'économie circulaire est donc encouragé à l'échelle de l'Union Européenne mais également à l'échelle nationale conformément à l'adoption récente de la Loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire du 10 février 2020. Le défi régional, inscrit dans le SRADDET et le plan climat, est de favoriser le recyclage, l'écologie industrielle et l'économie circulaire. L'objectif poursuivi ici, est le soutien à réduction des déchets à la source et la valorisation des déchets en tant que matière première.

La Région ayant choisi d'aller au-delà de l'obligation de concentration thématique sur cette deuxième priorité, 35,6% de l'enveloppe FEDER sera consacré à cette priorité soit environ 121,1M€ hors assistance technique, selon les montants prévisionnels connus à ce stade.

PRIORITE III : DEVELOPPER ET ADAPTER LES MOYENS AU SERVICE DE L'ACCES A L'EMPLOI GRACE A UNE ORIENTATION ACCESSIBLE A TOUS, A UNE OFFRE DE FORMATION DE QUALITE ET UN ACCOMPAGNEMENT A L'ENTREPRENARIAT AINSI QUE GRACE A L'ACCES AUX SOINS (FSE+)

En ce qui concerne la mobilisation du FSE+ pour la programmation 2021-2027, la Région souhaite élargir ses champs d'intervention et ses publics cibles afin d'activer plusieurs leviers d'actions visant à réduire le chômage et permettre au plus grand nombre d'accéder à un emploi digne conformément aux objectifs du FSE+.

Afin de réaffirmer l'objectif de « gagner la bataille pour l'emploi » et répondre ainsi aux besoins des entreprises et des demandeurs d'emplois du territoire, la Région souhaite mobiliser la politique de cohésion pour intervenir stratégiquement au travers de 4 leviers fondamentaux :

- Le soutien à l'entrepreneuriat

Pour favoriser l'accès à l'emploi, accompagner la création, ainsi que la reprise, d'entreprises est un levier d'action important. L'enjeu des prochaines années sera de relancer l'entrepreneuriat et la volonté d'entreprendre, d'accompagner à la création mais également de faire face à l'accroissement du nombre de personnes ayant besoin d'un accompagnement post-crédation d'entreprises, et de renforcer le lien entre les cédants et repreneurs d'entreprises afin de limiter le nombre de fermeture d'entreprises faute de repreneurs et de manque d'accompagnement.

- L'orientation et l'égalité d'accès

Dans un monde en mutation où de nombreux métiers disparaissent, se transforment et se créent, où de nouvelles filières économiques émergent et où les besoins en qualification augmentent, l'orientation est un outil nécessaire et incontournable permettant à chacun de réaliser ses choix d'orientation de manière éclairée et réussir son insertion professionnelle. A ce titre, la Région souhaite améliorer l'information à destination des publics et de leur famille conformément aux ambitions du Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelle, « orienter vers l'emploi ».

- Le développement d'une offre de formation de qualité qui répond aux besoins territoriaux

Le développement des compétences et des savoirs de base des demandeurs d'emplois a un impact direct sur l'accès à l'emploi. En effet, la formation professionnelle est un levier d'amélioration de l'employabilité et de la sécurisation des parcours professionnels. Dans un contexte de crise sanitaire ayant des répercussions sur l'emploi, le positionnement de la formation professionnelle comme levier de redémarrage économique, au service des entreprises et des publics les plus touchés, est un élément clé. L'enjeu sera donc celui de l'adéquation des contenus, des modalités et des organisations pédagogiques des formations avec les besoins en tension des entreprises.

- Une meilleure égalité d'accès aux soins

Il est également prévu d'intervenir sur la thématique de la lutte contre les déserts médicaux, l'accès aux soins constituant un enjeu régional majeur pour l'amélioration de la qualité de vie.

De manière générale, l'intervention du FSE+ dans le cadre du Programme Opérationnel régional doit s'articuler autour de la ligne de partage entre les champs d'intervention de la Région et ceux de l'Etat (Programme Opérationnel national FSE+).

Une enveloppe FSE+ de 130M€, hors assistance technique, sera consacrée à cette quatrième priorité, selon les montants prévisionnels connus à ce stade.

PRIORITE IV : APPROCHE TERRITORIALISEE : APPORTER UNE REPONSE INTEGREE AUX BESOINS SPECIFIQUES DES TERRITOIRES DE LA REGION PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR (FEDER)

La région souhaite mobiliser les fonds européens de la programmation 2021-2027 afin d'appuyer la politique d'aménagement du territoire déployée dans le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET). La mobilisation de l'objectif stratégique 5 « une Europe plus proche des citoyens » permettra d'apporter une réponse adaptée aux besoins des territoires urbains et ruraux de la Région en renforçant le rôle structurant de leurs centralités.

La Région souhaite continuer à œuvrer à renforcer la cohésion sociale et territoriale en déployant une approche intégrée permettant d'intervenir sur les quatre principales aires urbaines (c'est-à-dire la Métropole Aix Marseille Provence (MAMP), la Métropole Toulon Provence méditerranée (TPM), la Métropole Nice Côte d'Azur (NCA) et la Communauté d'Agglomération du Grand Avignon (GA)). En continuité de l'intervention 2014-2020, le soutien au Développement Urbain Durable sera mis en œuvre par le biais d'un des outils du développement territorial proposé par la Commission : les Investissements Territoriaux Intégrés (ITI). L'expérience acquise lors de la programmation 2014-2020 a démontré l'efficacité des ITI ainsi que le besoin de portage par des structures qui ont une capacité administrative suffisante. Pour la période de programmation 2021-2027, ces dernières ont choisi d'intervenir sur les thématiques suivantes :

- Appui à l'implantation et à la réhabilitation d'équipements collectifs en vue du développement et de l'amélioration de l'offre de services de base
- Amélioration du cadre de vie et sécurisation des zones urbaines
- Soutien au développement de l'activité économique

Egalement, la phase de diagnostic a mis en lumière des défis propres aux zones rurales, qui font obstacle au développement durable de ces territoires. La périurbanisation et l'extension des zones commerciales au cours des dernières décennies ont eu des conséquences négatives sur la vitalité des centres-bourgs, qui sont pourtant des lieux essentiels au vivre ensemble et à l'attractivité des territoires ruraux. La population vivant dans ces zones est également confrontée à une offre déficitaire en matière de services à la population, ainsi que des services connexes. Plus de 10% de la population rurale vit à plus de 30 minutes « aller-retour » des équipements intermédiaires (police, banque, école maternelle) et 41 % à plus de 40 minutes de la gamme supérieure (centres de santé, lycées, cinéma) - les proportions les plus élevées de France métropolitaine après la Corse (INSEE). Pour faire face à ces défis, la Région souhaite adopter une approche territorialisée dédiée aux espaces ruraux via le renforcement des centres locaux et de proximité, tels que définis par le SRADDET. Il est visé de soutenir l'accès aux services et commerces de proximité dans ces centralités. Du fait du rôle structurant des centralités locales et de proximité sur leur périphérie rurale, ces actions bénéficieront à l'ensemble de la ruralité sur le territoire régional.

Ainsi 8,8% de l'enveloppe FEDER hors assistance technique sera consacré à l'intervention en matière de Développement Urbain Durable soit environ 30M€, selon les montants prévisionnels connus à ce stade.

En ce qui concerne le rural, 5,9% de l'enveloppe sera consacré à l'intervention dans les zones rurales soit environ 20M€, selon les montants prévisionnels connus à ce stade.

PRIORITE V : SOUTENIR LE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE INTERREGIONAL DU MASSIF DES ALPES

Avec cette priorité, il est recherché une intervention ciblée sur le Massif des Alpes pour répondre spécifiquement aux besoins du territoire interrégional alpin.

Fort d'une expérience de plusieurs programmations européennes, le partenariat des acteurs impliqués dans la mise en œuvre des politiques de massif est la pierre angulaire de ce futur volet interrégional du programme 2021/2027. En s'appuyant sur les éléments de diagnostic, et conformément aux orientations du Comité du Massif des Alpes, le partenariat a identifié un enjeu principal pour guider l'intervention des fonds européens : l'adaptation et l'atténuation des effets du changement climatique dans les Alpes. Ce cap est fixé dans le Schéma Interrégional du Massif des Alpes actuellement en cours de révision.

Ainsi, afin de répondre à ce grand enjeu structurant et aux spécificités du territoire alpin, il est proposé de cibler l'intervention du FEDER sur :

- un développement touristique durable et diversifié
- la poursuite des démarches locales de gestion intégrée des risques naturels en vue d'améliorer la résilience des territoires,
- la lutte contre l'érosion de la biodiversité et la dégradation des écosystèmes
- un soutien réaffirmé à la démarche de certification Bois des Alpes qui permet la valorisation de la ressource forestière alpine sur le Massif et d'augmenter la part de production locale en bois certifié.
- l'amélioration des connaissances des besoins et des contraintes en matière de mobilité afin de permettre de mieux dimensionner et de rendre plus attractive une offre à la fois multimodale et multiservices, tant pour les résidents que les visiteurs.

Une enveloppe de 32M€ hors assistance technique sera consacrée au volet massif des Alpes, selon les montants prévisionnels connus à ce stade.

De façon générale, la capacité de la Région à soutenir ces orientations stratégiques dans le cadre du futur PO FEDER/FSE+ 2021-2027, dépendra du futur budget de la politique de cohésion, et de l'enveloppe qui sera allouée à la France, puis à la Région.

Une fois les textes réglementaires stabilisés, l'objectif est de déposer un programme finalisé dans le courant du premier trimestre 2021 afin d'être en mesure d'ouvrir les premiers appels à projet au premier semestre 2021.

La proposition de ventilation budgétaire ci-dessus est prévisionnelle, elle se base sur des hypothèses budgétaires et vise à informer les membres du Comité de suivi des orientations

thématiques et financières de la future programmation FEDER-FSE+-Massif des Alpes 2021-2027. Elles sont susceptibles d'évoluer à la marge en fonction des textes communautaires qui seront validés à l'échelle européenne. La ventilation finale sera confirmée dans le cadre d'une consultation ultérieure du Comité de Suivi, qui portera sur l'adoption finale du programme.